

Pour le service public, Nicolas Sarkozy veut une « *révolution culturelle* »
et François Fillon parle « *d'urgence nationale* ».

Mais c'est pour dilapider le service public au profit des grands groupes financiers.
Nous devons répondre par un « *Tous ensemble !* » pour un véritable choix de société !



Convergence Nationale

des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics

Usagers - Salariés - Élèves / Associations - Syndicats - Politiques

Il n'y a pas deux
France : celle du
Public et du Privé.

Sarkozy aussi ne cesse de le répéter, au nom de l'équité. Mais c'est pour mieux les opposer et les mettre en concurrence !

Au contraire, les travailleuses et travailleurs du privé

cage des salaires procèdent en accéléré à la liquidation du maximum de service public.

Pour ne citer que quelques exemples :

- + La suppression de plus de 22 000 postes dans la fonction publique avec de lourdes conséquences sur la qualité du service public, comme dans le domaine

Les attaques contre les Services Publics sont des attaques contre l'ensemble de la population !

comme du public ont besoin des mêmes droits démocratiques, quelle que soit l'entreprise – entre autre l'égalité de salaires à qualification équivalente et la sécurisation de l'emploi et du parcours professionnel.

Ils ont besoin de services publics indispensables à la qualité de notre vie quotidienne, à la satisfaction, dans l'égalité, de nos besoins essentiels en matière d'éducation, de santé, de logement, d'énergie, de transport, de communication, d'aide à la personne, de culture.



Sarkozy, Fillon et leur zélée majorité parlementaire dans le cadre d'un remodelage en profondeur de la société française conforme aux exigences patronales en matière de précarité, de temps partiel, d'exonérations de cotisations, de blo-

de l'éducation où 11 200 postes sont supprimés.

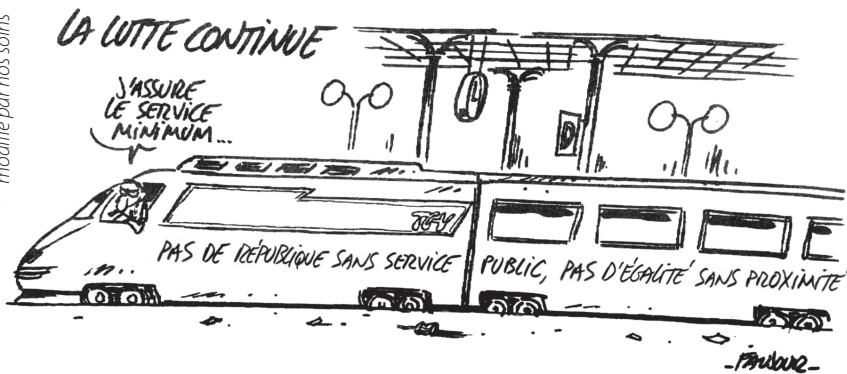
+ Même constat avec la réforme de l'Université.

+ Les franchises médicales cassent la logique solidaire de la protection sociale et font avancer la privatisation du droit d'accès aux soins.

+ La fermeture de 263 gares aux wagons isolés réduit la capacité du service public de transport ferroviaire des marchandises, en pleine préparation du Grenelle de l'Environnement

+ Les attaques contre les régimes particuliers de retraites préfigurent une nouvelle régression sociale d'envergure sur l'ensemble du système des retraites.

Cette politique s'inscrit pleinement dans le cadre des dogmes du libéralisme qui modèle l'actuelle construction européenne. Ainsi, de nouvelles directives arrivent ou sont en préparation pour imposer la mise en concurrence et la privatisation de tous les services publics : l'énergie, la poste (la libéralisation totale du marché vient d'être approuvée par le Parlement Européen), le ferroviaire...



Au lieu d'augmenter nos salaires, alors que les taux de productivité, ne cessent d'augmenter depuis plus de 20 ans, le gouvernement veut imposer les heures supplémentaires défiscalisées, sous couvert du slogan « travailler plus pour gagner plus ».

Pour que cela marche, encore faudrait-il avoir un travail et ne pas faire partie des 2 millions de chômeurs recensés !

Ou bien avoir conservé assez de forces, malgré les cadences infernales et le stress organisé – pratiqués dans beaucoup d'entreprises !

Outre qu'une telle mesure aurait de grandes difficultés à créer des emplois, ce que veut le gouvernement, c'est nous faire **TRAVAILLER PLUS, MAIS POUR PAYER PLUS !**

- ♦ payer plus cher notre accès aux soins.
- ♦ payer plus cher notre accès à l'énergie.
- ♦ payer plus cher l'éducation de nos enfants, notre transport, notre logement...

Alors que beaucoup ne savent plus comment boucler les fins de mois, le gouvernement nous accuse d'être des irresponsables et de vivre au-dessus de nos moyens :

- ♦ nous serions **des irresponsables usagers**, parce que nous demandons à être soignés quel que soient nos revenus et notre lieu d'habitation.
- ♦ nous serions **des irresponsables fonctionnaires**, parce que nous nous attachons à un statut qui garantit l'exercice de nos missions de service public avec le maximum d'efficacité.
- ♦ nous serions **des irresponsables salariés**, parce que nous demandons des conditions de travail décentes, des salaires et des droits nous permettant de vivre dignement.

La grande affaire, c'est de nous « responsabiliser » par les tarifs et les taxes sur la consommation.

Dans le même temps, les grosses fortunes et les entreprises sont exonérées de leur contribution et le capital spéculatif n'est pas taxé à la même hauteur que le travail !

RETROUVONS-NOUS UNIS AU COUDE À COUDE LE 13 OCTOBRE dans la manifestation nationale contre les franchises médicales, pour le droit d'accès aux soins pour toutes et tous, pour une protection sociale solidaire.

RETROUVONS-NOUS LE 18 OCTOBRE pour la sauvegarde d'un système de retraites par répartition solidaire et pour le bon fonctionnement du service public, avec une fonction publique statutaire disposant de capacités suffisantes – emplois, moyens matériels, formation – pour accomplir au mieux des missions publiques étendues.

Au-delà de ces dates et dans leur continuité, **CRÉONS LES CONDITIONS D'UNE GRANDE JOURNÉE NATIONALE DE MANIFESTATION** regroupant l'ensemble des secteurs du service public et associant les syndicats et salariés, les élus et partis, les associations et usagers.

17 novembre 2007

GRAND RASSEMBLEMENT MILITANT ET POPULAIRE

CONVERGENCE APPELLE LE 17 NOVEMBRE À UN RASSEMBLEMENT MILITANT ET POPULAIRE pour ouvrir une campagne de trois mois sur l'exigence de Service Public. Cette campagne aura pour objectif d'inscrire au cœur du débat des élections municipales et cantonales la question des Services Publics.

Convergence appelle le 17 novembre à un grand rassemblement militant et populaire (nous ouvrirons une campagne de trois mois sur l'exigence de Service Public en l'inscrivant au cœur du débat des élections municipales et cantonales). Faisons de cette journée un moment de convergences entre nous tous car personne ne gagnera seul.

Voilà les propositions que nous faisons et que nous sommes prêts à mettre en œuvre sans exclusive avec toutes les forces qui le voudront.

Convergence nationale

Hôtel de Ville 23000 Guéret
Tél. : 06 81 98 94 46 (Bernard Defaix)
Courriel : nosfuturs@tiscali.fr
Site internet : <http://www.v-s-p.org>